

n'est donc pas parce que la Rhodésie et Taïwan ont un régime dictatorial que nous refusons de faire affaire avec eux.

Alors pourquoi? Une des raisons, bien entendu, c'est que nous voulons être en bons termes avec la Chine rouge et que la Chine rouge ne veut pas que nous entretenions des rapports avec Taïwan. Cela se comprend fort bien. Il y a d'autres raisons dans le cas de la Rhodésie. Par ailleurs, je trouve illogique qu'une société qui prête de l'argent canadien à des taux d'intérêt très faibles et qui se sert du crédit du Canada soit encore autorisée à prêter à Cuba et partout ailleurs dans le monde, sauf à Taïwan et à la Rhodésie. C'est tout à fait insensé et il est temps que le gouvernement élabore une politique plus logique. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson) devrait peut-être mettre ses talents à contribution et trouver une solution ou du moins obtenir qu'on en discute. Si nous pouvions seulement l'entendre nous parler sur son ton soporifique habituel, je suis certain que cela satisferait tous les députés qui aimeraient l'entendre. Nous voulons une nouvelle politique à cet égard.

Que dire de la prorogation de la dette? Mon ami de York-Simcoe en a parlé cet après-midi. M. MacDonald et ses associés de la SEE nous ont dit de ne pas nous préoccuper des milliards de dollars que la SEE prête et garantit. Ils nous ont dit de ne pas nous en préoccuper parce qu'après tout, la Société prête à des États souverains et que personne n'a jamais eu à amortir une dette contractée par un État souverain. Avez-vous jamais entendu pareilles—et puis non, je ne veux pas me laisser entraîner à des propos grossiers à cause de la réponse vide de sens que nous avons reçue des fonctionnaires de cette société, selon qui, si l'on consent un prêt à un pays souverain, il n'y a pas lieu de s'inquiéter car on recouvre toujours son argent. Quelqu'un a-t-il pensé à tous ces pays de la Première Guerre mondiale dont on n'a jamais recouvré les dettes? Leurs obligations sont toujours en circulation et font l'objet d'un escompte qui fait qu'elles ne valent plus qu'un cent le dollar. Quelqu'un s'est-il jamais interrogé sur ce que valait leur souveraineté dans ces cas-là? Quelle bouillie pour les chats, quelles foutaises pour employer un autre terme que tous les députés comprendront. Quel genre de foutaises est-ce là, monsieur l'Orateur, de prétendre que parce que l'on prête de l'argent à un pays souverain on le récupérera nécessairement?

Qui va donc se faire rembourser son argent prêté au Zaïre? C'est littéralement faire hara-kiri que de prêter de l'argent au Zaïre. Tous les créanciers du Zaïre font cause commune actuellement à cause d'une certaine menace externe à la sécurité de ce pays, et nous savons tous qu'il y a effectivement eu une invasion et que cette situation pourrait se reproduire, ce qui incite tout le monde à se regrouper. En tout cas, les créanciers du Zaïre ont de bonnes raisons de s'inquiéter. Les grandes banques américaines ainsi que les banques internationales et les pays créanciers se rendent tous compte qu'ils ne vont pas récupérer leur argent du Zaïre, du moins avant très, très longtemps, peut-être même un siècle. Quiconque rembourse en cent ans un prêt que le Canada lui a consenti ne paiera en définitive qu'environ un millième de sa valeur au taux actuel de l'inflation, monsieur l'Orateur.

Il y a ensuite le cas du Pérou. Le député de York-Simcoe y a fait allusion tout à l'heure. Au comité on nous a aussi parlé des

### *Expansion des exportations—Loi*

problèmes au Biafra. On éprouve également des problèmes avec la Turquie, et le cas du Mexique n'inspire guère confiance. Pour ce qui est de l'Inde et du Pakistan, les perspectives ne sont pas très bonnes non plus. Voilà donc la SEE qui nous dit de ne pas nous inquiéter au sujet de l'argent qu'elle prête, de ne pas nous inquiéter au sujet de ces 26 milliards de dollars, parce qu'elle va les prêter à des pays souverains. Le fait qu'il s'agisse de pays souverains ne signifie pas que l'on recouvrera cet argent. Nous ne sommes pas crédules à ce point. Pas plus d'ailleurs que les députés d'en face qui trouvent ce débat si intéressant qu'ils écoutent religieusement chacune de mes remarques et brûlent d'impatience de prendre la parole pour y répondre.

La SEE a prêté beaucoup d'argent sans véritables garanties, et le remboursement de ces sommes viendra à échéance un jour ou l'autre. Ces représentants se présenteront alors devant la Chambre pour nous en parler, car ils sont les mandataires de la Couronne du chef du Canada. La Chambre devra les appuyer, et lorsque le prêt au Zaïre ne sera pas honoré, que le prêt au Pérou ne le sera pas non plus, ni celui à l'Afghanistan—si tant est qu'on ait consenti un prêt à l'Afghanistan—et quand le prêt au Biafra n'aura pas été non plus honoré, nous verrons alors notre ministre essayer d'attraper les lamas au lasso. On le retrouvera au Pérou en train d'essayer de récupérer notre argent. Il détient probablement une hypothèque mobilière sur les lamas de là-bas—ceux du dernier rassemblement.

**M. Railton:** Maintenant que je vous ai entendu je veux être remboursé!

**M. Crosbie:** Voilà maintenant le député de Welland (M. Railton). Nous avons un canal à marée basse ici-même à la Chambre.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Ne croyez pas pour un instant que la Société pour l'expansion des exportations fasse des placements à intérêt—que nous n'avons rien à craindre pour notre argent. Il y a vraiment de quoi s'inquiéter.

Nous avons connu la situation à l'inverse. Je ne mentionnerai pas l'endroit où certain organisme de garantie du crédit à l'exportation s'est fait avoir du côté financier, ici au Canada. N'est-ce pas là une contradiction? Si vous essayez de construire une raffinerie de pétrole ou d'autres installations dans les Maritimes, il vous faut aller en Angleterre pour obtenir le crédit et les prêts nécessaires. On doit acheter du matériel anglais et dépenser tout l'argent en Angleterre. Nous avons notre propre organisme de crédit à l'exportation et ce dernier finance les raffineries de pétrole et tout ce que l'on veut dans le reste du monde. Dans quel genre de pétrin et d'embrouillamini nous trouvons-nous? Le moment n'est-il pas venu de nous donner notre propre Société pour l'expansion des exportations ici au Canada, comme mon chef l'a suggéré. Quand nous reviendrons l'an prochain je suis persuadé que nous évoluerons à grands pas dans cette direction.

Nous devons nous inquiéter du refinancement de la dette et c'est pourquoi nous voulons que le comité revienne l'an prochain. Nous voulons être sûrs de revenir pour voir ce qui est advenu de ces prêts, entre-temps.